Zeitschrift: Schweizer Hotel-Revue = Revue suisse des hotels

Herausgeber: Schweizer Hotelier-Verein

Band: 15 (1906)

Heft: 4

Artikel: Bundesgesetz betreffend den Verkehr mit Lebensmitteln und Gebrauchsgegenständen : vom 8. Dezember 1905

Autor: [s.n.]

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-521758

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.10.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Basel, den 27. Januar 1906 — Bâle, le 27 Janvier 1906.

N° 4. — N° 4.

Abonnement

Für die Schweiz:
1 Monat Fr. 1.25
3 Monate „ 3.—
6 Monate „ 5.—
12 Monate „ 8.—

Für das Ausland: (inkl. Portozuschlag)
1 Monat Fr. 1.50
3 Monate „ 4.—
6 Monate „ 7.—
12 Monate „ 12.—

Vereins-Mitglieder erhalten das Blatt gratis.

Inserate:
7 Cts. per 1 spaltige Millimeterzeile oder deren Raum. — Bei Wiederholungen entsprechend Rabatt.
Vereins-Mitglieder bezahlen $3^1/_2$ Cts. netto per Millimeterzeile oder deren Raum.

Schweizer Hotel-Revue
Revue Suisse des Hôtels

Abonnements

Pour la Suisse:
1 mois . . Fr. 1.25
3 mois . . „ 3.—
6 mois . . „ 5.—
12 mois . . „ 8.—

Pour l'Etranger: (inclus frais de port)
1 mois . . Fr. 1.50
3 mois . . „ 4.—
6 mois . . „ 7.—
12 mois . . „ 12.—

Les Sociétaires reçoivent l'organe gratuitement.

Annonces:
7 Cts. par millimètre-ligne ou son espace. Rabais en cas de répétition de la même annonce.
Les Sociétaires payent $3^1/_2$ Cts. net p. millimètre-ligne ou son espace.

Organ und Eigentum des Schweizer Hotelier-Vereins — 15. Jahrgang | 15me Année — Organe et Propriété de la Société Suisse des Hôteliers

Erscheint Samstags. Paraît le Samedi.

Redaktion und Expedition: Sternengasse No. 21, Basel ✱ TÉLÉPHONE 2406 ✱ Rédaction et Administration: Sternengasse No. 21, Bâle.

Verantwortlich für Redaktion und Herausgabe: Otto Amsler, Basel. — Redaktion: Otto Amsler; K. Achermann. — Druck: Schweiz. Verlags-Druckerei G. Böhm, Basel.

Aufnahms-Gesuche. = Demandes d'Admission.

Stimmen / Voix

Monsieur C. Schwenter, propriétaire de l'Hôtel Mooser à Vevey 98
Parrains: MM. P. Koehler-Mooser, Vevey, et J. Schieb, Buffet, Bern.

Zu Gunsten des Tschumi-Fonds

der Fachschule sind noch eingegangen von:
Herrn **E. Hüni**, Direktor des Grand Hotel Brunnen in Brunnen . . . . Fr. 20.—

Nouvelles de la Société.

Résumé du procès-verbal

de la

Séance du Comité

et de la

Séance du Conseil de surveillance

du 9 Janvier 1906

à l'Hôtel Victoria à Zurich.

Séance du Comité

10 heures et demie du matin.

Sont présents:
M. *F. Morlock*, Président;
„ *J. Boller*, Vice-président;
„ *C. Kracht*, Suppléant;
„ *E. Mæcklin*, „
„ *O. Amsler*, Secrétaire.
Excusé: M. *F. Wegenstein* pour cause de maladie.

Débats:

Bureau central de propagande: Le principal sujet traité dans cette séance est le nouveau projet relatif à la création d'un bureau central de propagande, de concert avec l'Union des sociétés suisses de développement. L'on discute encore quelques questions de principe pour le Conseil de surveillance et l'on fixe quelle position le Comité prendra vis-à-vis de ce projet.

Concurrence déloyale: La Société des hôteliers de Bâle demande l'autorisation au comité, d'adopter le paragraphe d'expulsion 12 lit. c. des statuts de la Société suisse des hôteliers, comme paragraphe de punition dans une convention projetée, relative à la concurrence déloyale (on qualifierait de ce nom surtout des agissements faisant du tort à un collègue d'une manière directe). Cette mesure aurait vraisemblablement plus d'effet qu'une amende quelque forte qu'elle puisse être.

Le Comité estime cette demande non seulement justifiée, mais trouve que cette mesure devrait être appliquée partout où la concurrence déloyale se fait sentir. Le Comité se propose d'examiner chaque cas relatif au paragraphe 12 et se rapportant à un membre de la Société. Il faudrait que la concurrence déloyale fût suffisamment prouvée, éventuellement documentée. Lorsque l'expulsion deviendra nécessaire, celle-ci sera publiée dans l'organe d'après le mode usité jusqu'ici.

La séance est levée à midi et demie.

Séance extraordinaire du Conseil de surveillance.

2 heures de l'après-midi.

Sont présents:
De la **Sect. I**: M. *A. R. Armleder*, Genève;
„ *J. Tschumi*, Ouchy;
Excusé: „ *F. Küssler*, Bex.
De la **Sect. II**: M. *J. Schieb*, Berne;
Excusés: „ *J. Huber*, Soleure;
„ *E. Strübin*, Interlaken.
De la **Sect. III**: M. *A. Bon*, Rigi-First;
„ *E. Cattani*, Engelberg;
„ *O. Hauser*, Lucerne.
De la **Sect. IV**: M. *W. Hafen*, Baden;
„ *C. Kracht*, Zurich.
Excusé: „ *F. Wegenstein*, Neuhausen.
De la **Sect. V**: M. *R. Mader*, St-Gall;
„ *L. Kirchner*, Coire;
„ Dr. *O. Töndury*, Tarasp.
De la **Sect. VI**: Personne.
Excusés: M. Dr. *A. Seiler*, Zermatt;
„ *J. Seiler*, Gletsch.
De la **Sect. VII**: M. *C. Reichmann*, Lugano.
Du **Comité**
sont présents: M. *F. Morlock*, président;
„ *J. Boller*, viceprésident;
„ *E. Mæcklin*, adjoint;
„ *O. Amsler*, secrétaire.

Sur la proposition du président il sera envoyé à M. *Wegenstein* un télégramme lui souhaitant un prompt rétablissement.

Question à l'ordre du jour:

Création d'un bureau central de propagande, de concert avec l'Union des sociétés de développement.

Débats.

Le Comité de surveillance passe au troisième débat la question de la création d'un bureau central de propagande. Cette question occupe la Société depuis trois ans et les membres demandent sa solution d'une manière toujours plus pressante. Bien que le projet 3 ait été accueilli en général favorablement, dans le cours des débats, la majorité du Conseil a formulé le désir qu'avant l'adoption définitive du projet, l'on s'adresse encore une fois à la Direction générale des Chemins de fer fédéraux pour s'assurer, si celle-ci ne s'unirait pas à la Societé des hôteliers pour la propagande, dans le cas où cette dernière s'engagerait à payer le double de la somme offerte, il y a deux ans, c'est-à-dire fr. 50,000 par an.

A la demande si le Comité de la Société voulait se charger de cette démarche, M. le président Morlock répond qu'avant l'élaboration du projet 3, le Comité s'est adressé encore une fois aux C. F. F. et a reçu une réponse négative; donc le Comité a fait son possible dans cette affaire. Enfin le Comité se sent moralement engagé vis-à-vis de l'Union des Sociétés suisses de développement et pour ces deux raisons, il ne peut se charger de cette démarche. On nomme alors une députation, composée de MM. J. Tschumi, O. Hauser et Dr. O. Töndury qui se rendra à Berne, pour faire les démarches nécessaires.

A la suite de cette résolution, on priera l'Union des Sociétés suisses de développement de remettre à plus tard son assemblée de délégués fixée au 27 janvier, et dans laquelle le projet 3 devait être discuté.

Les délibérations avec les C. F. F. doivent prendre place aussitôt que possible, afin que cette question si brûlante puisse être liquidée au plus vite.

Clôture de la séance à 6 heures.

Le Président: **F. Morlock.**
Le Secrétaire: **O. Amsler.**

Zum Lebensmittelgesetz.

Gegenwärtig schwebt das eidgenössische Lebensmittelpolizeigesetz, das anfangs Januar offiziell publiziert wurde, in der Prüfungszeit. Diese beträgt 90 Tage und wird am 3. April ablaufen. Es hat also eine Art Quarantäne zu passieren. Vorerst bleibt abzuwarten, ob dem von den eidgenössischen Räten mit respektabler Mehrheit angenommenen Gesetz, dem als einem Polizeigesetz ein etwas widriger Beigeschmack anhaftet, aus interessierten Fachkreisen, sei es von Grossisten, Verkäufern, Konsumvereinen etc., ernsthafte Gegner erwachsen, welche es unternehmen, während den 90 Referendumstagen die 30,000 Unterschriften zu sammeln, die nötig sind, um das Gesetz der Volksabstimmung zu unterstellen. (Soeben verlautet, der Verband Schweizerischer Konsumvereine wolle das Referendum ergreifen. Die Nachricht bedarf der Bestätigung.) Um einer allfälligen derartigen Bewegung gegenüber richtig Stellung nehmen zu können, ist das erste Erfordernis für jeden stimmfähigen Bürger, das Gesetz nicht nur vom Hörensagen, sondern infolge eigener Lektüre und Prüfung zu kennen. Nur blindlings auf Schlagworte von Freunden oder Gegnern hin für oder gegen das Gesetz Stellung zu nehmen, hätte für Leute, die sich politischer Schulung und überzeugter demokratischer Gesinnung aufrichtiger Republikaner rühmen, keinen Sinn. Jeder soll seinen Standpunkt pro oder contra begründen können. Um nun in unserm Leserkreise die Kenntnis des pendenten Gesetzes rechtzeitig zu vermitteln, soweit sie noch nötig sein sollte, erachten wir den Abdruck desselben in der „Hotel-Revue" als den einfachsten und sichersten Weg. Wer sich dafür interessiert, behält sich die Nummer auf, um jederzeit nachsehen zu können, wenn sich dazu Anlass bietet.

Der Abdruck in unserm Organ ist aber auch dadurch begründet, weil das neue Gesetz ein für das Hotelwesen sehr wichtiges ist. Gerade in dieser Branche hat sich ja längst das Bedürfnis nach richtiger und sorgfältiger Kontrolle der Lebensmittel geltend gemacht. Eine solche bedingt natürlich einen grossen polizeilichen Apparat, im gewissen Sinne auch einen neuen Zweig von Bureaukratie. Aber wenn auch im Volke resp. in den einschlägigen Interessentenkreisen für diese Zugaben keine Vorliebe herrscht, so ist zu bedenken, dass sie eben doch nötig sind. Wer den Zweck will, muss auch die Mittel wollen. Der Zweck des Gesetzes ist, die ehrlichen Produzenten sowohl als auch die Konsumenten gegen Fälschung der Lebens- und Genussmittel zu schützen. Ein Zweck also, über dessen Berechtigung und grosse Wichtigkeit keine Meinungsdifferenz besteht! Zur Erreichung dieses Zweckes braucht es naturgemäss einen weitgreifenden Polizei- und Vorschriften-Apparat, den man sich eben gefallen lassen muss.

Es darf aber daran erinnert werden, dass in vielen Kantonen die Lebensmittelpolizei bis anhin schon eine sehr ausgebildete und gut funktionierende war, das Gesetz also für diese keine umwälzende Neuigkeit ist. Wird die Lebensmittelpolizei nun für alle Kantone gleich und einheitlich, so ist das gewiss doch ein grosser Fortschritt. Die Erfahrung wird, wenn das Gesetz am Referendum nicht vor der Geburt stirbt, im Lauf der Zeit lehren, ob die F o r m des gesetzlichen Schutzes im Verkehr und Verkauf von Nahrungs- und Genussmitteln die richtige und genehme ist. Die Hoteliers als Käufer für einen grossen Teil von Konsumenten werden wohl aus eigener Erfahrung im Verkehr mit den Händlern und Grossisten dann beurteilen können, ob der einheitliche Apparat nach Wunsch funktioniert.

Wir wollen noch daran erinnern, dass das Volk selbst dem vorliegenden Gesetze gerufen hat, in dem durchweg herrschenden Gefühl, dass solche gesetzliche Bestimmungen notwendig seien.

Am 15. Oktober 1897 nämlich ist dem Bund vom Volk (mit 162,350 gegen 86,955 Stimmen) die Kompetenz eingeräumt worden, gesetzliche Bestimmungen zu erlassen: „a) über den Verkehr mit Nahrungs- und Genussmitteln, b) über den Verkehr mit andern Gebrauchs- und Verbrauchsgegenständen, soweit solche das Leben und die Gesundheit gefährden können. Die Ausführung der bezüglichen Bestimmungen geschieht durch die Kantone unter Aufsicht und mit der finanziellen Unterstützung des Bundes. Dagegen liegt die Kontrolle der Einfuhr an der Landesgrenze dem Bunde ob."

Das heute vorliegende Gesetz ist nichts anderes, als die Konsequenz jener Volksabstimmung, die Frucht vieljähriger parlamentarischer Arbeit und Beratung. Ob sie das Volk für geniessbar hält, das sollen die 90 Referendumstage und eventuell die Volksabstimmung selbst an den Tag bringen.

Wenn wir heute das Gesetz in unserm Blatte abdrucken, so hat das auch den Zweck, die Diskussion darüber anzuregen. Diese selbst soll für den Interessentenkreis der Hoteliers zur Abklärung beitragen helfen. Es soll sich darauf erweisen, wie in diesen Kreisen über das Gesetz geurteilt wird, ob sie einer event. Referendumsbewegung sich anschliessen werden oder nicht. Diese unsere Geleitworte dazu sollen natürlich keine Stellung markieren, sondern sind nur allgemein orientierender Natur, die wir als in der Aufgabe der Redaktion liegend erachten.

Wir verweisen also unsere Leser auf das nachfolgend abgedruckte Gesetz und sind allfällige Disskussionsbeiträge darüber mit Vergnügen gewärtig. *A-n.*

Bundesgesetz

betreffend den

Verkehr mit Lebensmitteln und Gebrauchsgegenständen.

(Vom 8. Dezember 1905.)

I. Allgemeine Bestimmungen.

Art. 1. Der Beaufsichtigung nach Massgabe dieses Gesetzes unterliegen:

a) der Verkehr mit Lebensmitteln (Nahrungs- und Genussmittel);
b) der Verkehr mit Gebrauchs- und Verbrauchsgegenständen, soweit solche das Leben oder die Gesundheit gefährden können.

Art. 2. Die Beaufsichtigung findet im Innern der Kantone und an der Landesgrenze statt.

A. Kantonale Aufsicht.

Art. 3. Die Aufsicht in den Kantonen wird unter Leitung der Regierung ausgeübt durch:
1. die kantonalen Aufsichtsbehörden;
2. den Kantonschemiker;
3. die kantonalen Lebensmittelinspektoren;
4. die örtlichen Gesundheitsbehörden;
5. die Fleischschauer.

Art. 4. Jeder Kanton hat für die chemische, physikalische und bakteriologische Untersuchung von Lebensmitteln und Gebrauchs- und Verbrauchsgegenständen eine Untersuchungsanstalt (kantonales Laboratorium) einzurichten und zu unterhalten.

Immerhin können sich mehrere Kantone über die gemeinschaftliche Benützung einer Untersuchungsanstalt verständigen.

Grössere Ortschaften dürfen mit Genehmigung der kantonalen Regierung eine eigene Untersuchungsanstalt (Gemeindelaboratorium) einrichten und unterhalten.

Die Leitung jeder Untersuchungsanstalt ist einem Lebensmittelchemiker (Kantons- oder Gemeindechemiker) zu übertragen.

Mit den bakteriologischen Untersuchungen können besondere Fachmänner beauftragt werden.

Die Kantone können die Untersuchungsanstalten ermächtigen, auch andere als die in diesem Artikel vorgesehenen Untersuchungen auszuführen.

Art. 5. Die Kantone haben die nötige Zahl von Lebensmittelinspektoren einzusetzen.

Die Obliegenheiten der Lebensmittelinspektoren werden von den Kantonen unter Zustimmung des Bundesrates festgesetzt. Sie können ganz oder teilweise dem Kantonschemiker oder andern hierzu befähigten Beamten der kantonalen Untersuchungsanstalt übertragen werden.

Art. 6. Die Kantone haben für die Einsetzung örtlicher Gesundheitsbehörden für jede Gemeinde oder für mehrere zu diesem Zwecke vereinigte Gemeinden zu sorgen.

Die örtlichen Gesundheitsbehörden sind den kantonalen Aufsichtsbehörden unterstellt.

Sie können einzelne Mitglieder oder besondere Beamte mit der Vornahme von Inspektionen oder mit der Vorprüfung von Lebensmitteln betrauen (Ortsexperten).

Art. 7. In jeder Gemeinde ist eine ständige Fleischschau einzurichten. Der nämliche Fleischschauer kann für mehrere benachbarte Gemeinden ernannt werden.

Die Fleischschau soll, wenn möglich, einem patentierten Tierarzte übertragen werden. Jedem Fleischschauer ist ein Stellvertreter beizugeben.

Der Fleischschau ist jedes Schlachttier unterworfen, dessen Fleisch zum Verkauf bestimmt ist oder in Wirtschaften, Kostgebereien und Pensionen verwendet werden soll.

Wenn kranke Tiere geschlachtet werden, soll in jedem Fall eine Fleischschau stattfinden.

Die Kantone sind befugt, die Fleischschau auf alles zum Genuss bestimmte Fleisch auszudehnen.

Die örtlichen Gesundheitsbehörden sorgen für eine regelmässige Aufsicht über Fleisch- und Wurstwaren, Geflügel, Fische, Wildbret u. dgl., welche eingeführt oder feilgeboten werden.

Der Bundesrat wird auf dem Verordnungswege nähere Bestimmungen über das Schlachten und die Fleischschau, sowie über die Untersuchung der Fleisch- und Wurstwaren, Geflügel, Fische, Wildbret u. dgl. aufstellen.

Art. 8. Für die von den Untersuchungsanstalten ausgeführten Untersuchungen und für die Fleischschau gelten die von den Kantonen oder Gemeinden aufgestellten Tarife. Die Tarife der Untersuchungsanstalten sind der Genehmigung des Bundesrates zu unterbreiten.

Die Untersuchung der von den Aufsichtsorganen amtlich übermittelten Proben geschieht unentgeltlich, unter Vorbehalt der Art. 19 und 48.

Art. 9. Die kantonalen Aufsichtsorgane haben bei der Ausübung ihrer Obliegenheiten die Eigenschaft von Beamten der gerichtlichen Polizei.

Der Bundesrat stellt die Anforderungen fest, denen die Lebensmittelchemiker, die Lebensmittelinspektoren und die Fleischschauer zu genügen haben.

Die Kantone veranstalten Instruktionskurse für die Lebensmittelinspektoren, die Ortsexperten und die Fleischschauer.

Art. 10. Der Bund gewährt Beiträge von 50%.
a) an die Erstellungs- und Einrichtungskosten neuer, sowie an die Kosten des Umbaues und der Erweiterung bestehender Untersuchungsanstalten, sofern die Pläne vom Bundesrat genehmigt worden sind;
b) an die Unterhaltungs- und Betriebskosten der Untersuchungsanstalten, inbegriffen die Kosten der bakteriologischen Untersuchungen;
c) an die Besoldungen der Chemiker und des Personals der Untersuchungsanstalten und an die Besoldungen der Lebensmittelinspektoren;
d) an die Kosten der kantonalen Instruktionskurse.

Art. 11. Die Aufsichtsorgane haben die Befugnis, die Räumlichkeiten, Apparate, Gefässe und Vorrichtungen, welche zur Herstellung, Gewinnung, Behandlung, Aufbewahrung und zum Verkauf der der Beaufsichtigung unterstellten Waren und Gegenstände dienen, während der üblichen Geschäftsstunden oder während die Räumlichkeiten dem Verkehre geöffnet sind, behufs Feststellung ihres Zustandes zu besichtigen.

Sie sind berechtigt, von den vorgefundenen Waren oder Rohmaterialien nach einer Vorprüfung oder auch ohne eine solche Proben zum Zwecke der Untersuchung zu entnehmen.

Das Recht der Beaufsichtigung erstreckt sich auch auf die Waren und Gegenstände, welche an öffentlichen Orten oder im Umherziehen verkauft oder feilgehalten werden.

Art. 12. Die Entnahme, Verpackung, Versiegelung, Bezeichnung und Versendung der Proben wird durch ein bundesrätliches Reglement geordnet.

Dem Besitzer ist eine Empfangsanzeige für die mitgenommenen Proben mit Angabe ihres Wertes auszustellen und auf Verlangen eine amtlich verschlossene Probe zurückzulassen.

Wenn es sich herausstellt, dass die Ware nicht zu beanstanden ist, so kann der Eigentümer Vergütung des Wertes der Proben beanspruchen.

Art. 13. Abgesehen von den Fällen, welche in die Kompetenz der Lebensmittelinspektoren und der Ortsexperten fallen, werden die Proben mit einem schriftlichen Bericht der zuständigen Untersuchungsanstalt übermittelt, welche der auftraggebenden Amtsstelle von dem Untersuchungsresultat in kürzester Frist Kenntnis gibt.

Eine Verordnung des Bundesrates stellt die technischen Befugnisse der Lebensmittelinspektoren und der Ortsexperten fest.

Art. 14. Gibt die Untersuchung keinen Anlass zur Beanstandung, so ist dies dem Besitzer mitzuteilen.

Im andern Fall ist der zuständigen Behörde unter Beilage des Untersuchungsberichtes unverzüglich schriftliche Anzeige zu erstatten.

Art. 15. Bei unzulässiger Beschaffenheit von Räumlichkeiten, Apparaten oder Gerätschaften ist schriftliche Anzeige an die zuständige Behörde zu erstatten.

Art. 16. Bevor die zuständige Behörde auf Grund der Anzeige ihre Verfügungen trifft oder die Anzeige an den Richter weiterleitet, hat sie dem Beteiligten Kenntnis von der gegen ihn erstatteten Anzeige zu geben.

Dem Beteiligten steht das Recht zu, innert fünf Tagen nach Empfang der Mitteilung Einsprache zu erheben und eine Oberexpertise zu verlangen.

Innerhalb der nämlichen Frist kann auch gegen die Befunde oder Verfügungen eines Fleischschauers Einsprache erhoben oder eine Oberexpertise verlangt werden.

Art. 17. Wird das Ergebnis einer von einem Ortsexperten oder einem Lebensmittelinspektor ausgeführten Untersuchung (Art. 13) angefochten, so ist die Oberexpertise dem Kantons- oder Gemeindechemiker zu übertragen.

Art. 18. Handelt es sich um Einsprachen gegen Befunde und Verfügungen von Fleischschauern oder gegen Befunde und Gutachten betreffend Räumlichkeiten, Apparate und Gerätschaften, so ist eine Oberexpertise durch Sachverständige anzuordnen.

Bildet das Gutachten eines Kantons- oder Gemeindechemikers den Gegenstand der Einsprache, so sind amtliche Lebensmittelchemiker oder sonstige anerkannte Sachverständige mit der Vornahme der Oberexpertise zu betrauen.

Dem Beteiligten ist gestattet, bei den in diesem Artikel erwähnten Oberexpertisen einen Experten zu bezeichnen, in welchem Falle drei Experten zu ernennen sind.

Art. 19. Fällt die Oberexpertise zu Ungunsten des Einsprechers aus, so sind ihm die Kosten derselben ganz oder teilweise aufzuerlegen.

Eine zweite administrative Oberexpertise ist unzulässig.

Art. 20. In den Fällen, wo der ungünstige Befund oder das ungünstige Untersuchungsergebnis nicht bestritten wird oder durch die Oberexpertise bestätigt worden ist, trifft die zuständige Behörde ihre weiteren Verfügungen.

Art. 21. Die infolge der Vorprüfung oder der Untersuchung beanstandeten Waren können durch die Aufsichtsorgane mit Beschlag belegt werden, auch im Falle einer Einsprache. Die Beschlagnahme ist sofort vorzunehmen, wenn die Waren augenscheinlich gesundheitsschädlich, verdorben oder gefälscht sind.

Sie können in amtliche Verwahrung genommen werden.

Ist eine Aufbewahrung mit Rücksicht auf ihre Natur unmöglich, so sind sie in geeigneter Weise zu verwerten oder nötigenfalls zu zerstören.

Das Interesse der Beteiligten ist dabei nach Möglichkeit wahrzunehmen.

Art. 22. Die beanstandeten Apparate und Gerätschaften können ebenfalls mit Beschlag belegt werden.

Art. 23. Ueber die Beschlagnahme und allfällige weitere Massnahmen (Art. 21 und 22) ist ein Protokoll aufzunehmen.

Art. 24. Die Kantone haften für den aus einer ungerechtfertigten Beschlagnahme seitens ihrer Aufsichtsorgane entstandenen Schaden, unter Vorbehalt des Rückgriffs auf den Fehlbaren.

B. Eidgenössische Aufsicht.

Art. 25. Auf dem schweizerischen Gesundheitsamt wird eine besondere Abteilung errichtet, welcher im wesentlichen folgende Aufgaben zuzukommen:
1. Besorgung der für die Ausführung des Gesetzes notwendigen technischen und experimentellen Vorarbeiten;
2. Abgabe von Gutachten und Berichten zu Handen der Bundesbehörde und Besorgung weiterer ihr von derselben zugewiesenen Arbeiten auf dem Gebiete der Lebensmitteluntersuchung und Hygiene;
3. Sammlung und Nachprüfung der Ergebnisse wissenschaftlicher Forschungen auf dem Gebiete der Lebensmitteluntersuchung und Ergänzung durch eigene Arbeiten.

Art. 26. Die Aufsicht an der Landesgrenze wird ausgeübt:
1. durch die Zollämter,
2. durch die Grenztierärzte.

Den wichtigeren Zollämtern können besondere Sachverständige zugeteilt werden.

Art. 27. Der Bund wird die nötigen Instruktionskurse für die mit der Aufsicht betrauten Beamten der Zollämter und die den letztern zugeteilten Sachverständigen veranstalten.

Art. 28. Die Zollämter kontrollieren auf den schweizerischen Zollstellen und in den schweizerischen Niederlagshäusern die aus dem Ausland eingehenden Waren, welche den Bestimmungen des Gesetzes unterliegen, mit Ausnahme der transitierenden Sendungen.

Sie sind verpflichtet, von denjenigen Waren, welche auf eine Vorprüfung hin oder aus irgend einem andern Grunde verdächtig erscheinen, oder deren Untersuchung von der eidgenössischen Sanitätsbehörde verlangt wird, Proben zu entnehmen. Im letztern Fall werden die Proben an die von der Sanitätsbehörde angegebene Adresse gesandt.

Die Probeentnahme ist auf dem Frachtbrief anzumerken oder, wo kein solcher vorhanden ist, in anderer Weise zu beurkunden. Sie darf weder eine Schädigung der Ware, noch eine Verzögerung ihres Weitertransportes verursachen.

Eine Verordnung wird das Nähere über das bei der Kontrolle der Waren und bei der Entnahme und Versendung der Proben zu beobachtende Verfahren feststellen.

Art. 29. Der kleine Grenzverkehr im Sinne der Bestimmungen der Art. 7, lit. *o*, und 17 des Zollgesetzes vom 15. März 1903 ist von der Kontrolle nach Art. 28 hiervor befreit.

Art. 30. Die Zollämter übermitteln die Proben, welche sie aus irgend einem Verdachtgrunde erhoben haben, sogleich der vom Kanton des Bestimmungsortes bezeichneten Untersuchungsanstalt unter Angabe der Adresse des Empfängers, der Art und Grösse der Sendung und des Verdachtgrundes.

Die Untersuchungsanstalt nimmt unverzüglich die Untersuchung vor und teilt das Resultat unter Beilage des von dem Zollamt erhaltenen Berichts der kantonalen Aufsichtsbehörde mit. Letztere gibt ihrerseits dem Empfänger der Ware davon Kenntnis und trifft die erforderlichen Massnahmen.

Das definitive Ergebnis der Untersuchung soll seitens der kantonalen Aufsichtsbehörde auch dem eidgenössischen Departement des Innern für sich und zu Handen des Zolldepartements mitgeteilt werden.

Art. 31. Für eine durch Entnahme der Probe verursachte Beschädigung der Ware, oder erhebliche Verzögerung ihres Weitertransportes ist durch den Bund Vergütung zu leisten.

Art. 32. Der Eigentümer oder Empfänger einer Ware kann verlangen, dass das Zollamt diejenigen Sendungen, von welchen Proben zur Untersuchung erhoben worden sind, versiegelt oder plombiert. Die Kosten trägt der Gesuchsteller.

Art. 33. Die Zollämter sind verpflichtet, der zuständigen Untersuchungsanstalt (Art. 30, Abs. 1) von dem Ergebnis der Untersuchungen, welche zum Behufe der Klassifikation einer Ware vorgenommen worden sind, Kenntnis zu geben, insofern dies für die kantonale Aufsicht von Interesse ist. Wenn immer möglich soll der Untersuchungsanstalt gleichzeitig eine Probe der Ware übermittelt werden.

Art. 34. Fleisch und Fleischwaren, welche vom Auslande her in die Schweiz eingeführt werden, sind auf den schweizerischen Zollstellen und in den schweizerischen Niederlagshäusern durch die Grenztierärzte zu untersuchen.

Eine Verordnung bestimmt das bei diesen Untersuchungen zu beobachtende Verfahren.

Diese Verordnung wird bestimmen, inwieweit Fische, Wildbret, Geflügel und andere einer raschen Verderbnis ausgesetzte Lebensmittel von der Grenzkontrolle ausgenommen werden sollen (Art. 7, Abs. 6 und 7).

Art. 35. Augenscheinlich verdorbene Waren können an der Grenze zurückgewiesen werden.

II. Strafbestimmungen.

Art. 36. Wer zum Zwecke der Täuschung in Handel und Verkehr Lebensmittel nachmacht oder verfälscht, wird mit Gefängnis bis zu einem Jahr und Busse bis Fr. 2000, oder bloss mit Gefängnis oder Busse bestraft.

Art. 37. Wer nachgemachte, verfälschte, verdorbene, oder im Wert verringerte Lebensmittel feilhält oder sonst in Verkehr bringt, als ob sie echt, unverfälscht, unverdorben oder vollwertig wären,

wird, wenn er die Handlung vorsätzlich begeht, mit Gefängnis bis zu einem Jahr und Busse bis zu Fr. 2000, oder bloss mit Gefängnis oder Busse,

wenn er die Handlung fahrlässig begeht, mit Busse bis zu Fr. 500 bestraft.

Art. 38. Wer Lebensmittel oder Gebrauchs- und Verbrauchsgegenstände so herstellt oder behandelt, dass ihr Genuss oder Gebrauch gesundheitsschädlich oder lebensgefährlich ist,

wer gesundheitsschädliche oder lebensgefährliche Lebensmittel oder Gebrauchs- und Verbrauchsgegenstände feilhält oder sonst in Verkehr bringt,

wird, wenn er die Handlung vorsätzlich begeht, mit Gefängnis bis zu zwei Jahren und Busse bis zu Fr. 3000 oder bloss mit Gefängnis oder Busse,

wenn er die Handlung fahrlässig begeht, mit Gefängnis bis zu 6 Monaten und Busse bis zu Fr. 1000 oder bloss mit Gefängnis oder Busse bestraft.

Vorbehalten bleiben die Bestimmungen des gemeinen Strafrechtes über Verbrechen gegen die Gesundheit oder das Leben.

Art. 39. Wer Waren und andere Gegenstände, die nach Vorschrift der Art. 21 und 22 mit Beschlag belegt sind, vorsätzlich zerstört, verändert oder durch ein Mittel der Behörde entzieht, wird mit Gefängnis (Haft) bis zu drei Monaten oder mit Busse bis zu Fr. 500 bestraft.

Art. 40. Wer vorsätzlich die Ausführung der Kontrolle durch die zuständigen Aufsichtsbeamten verhindert oder erschwert, wird mit Gefängnis (Haft) bis zu einem Monat oder mit Busse bis zu Fr. 500 bestraft.

Art. 41. Wer vorsätzlich den in Ausführung von Art. 54 erlassenen Verordnungen zuwiderhandelt, wird, wenn die Bestimmungen der Art. 36, 37 und 38 nicht gegen ihn anwendbar sind, mit Gefängnis (Haft) bis zu drei Monaten oder mit Busse bis zu Fr. 1000 bestraft.

Wenn er die Uebertretung in fahrlässiger Weise verübt hat, so ist er mit Busse bis zu Fr. 500 zu bestrafen.

Art. 42. Bei Beurteilung von Verbrechen oder Uebertretungen im Sinne dieses Gesetzes finden die allgemeinen Bestimmungen des I. Abschnittes des Bundesgesetzes über das Bundesstrafrecht der schweizerischen Eidgenossenschaft, vom 4. Februar 1853, Anwendung.

Art. 43. Im Rückfall kann der Richter die angedrohten Strafen bis auf das Doppelte erhöhen.

Rückfall liegt dann vor, wenn jemand, der durch rechtskräftiges Urteil der Uebertretung von Art. 36—41 schuldig erklärt wurde, innert drei Jahren nach Erlöschen seiner Strafe eine solche Uebertretung wieder begeht.

Art. 44. Als Zusatz zu den durch Art. 38 vorgesehenen Strafen spricht die zuständige Behörde die Konfiskation der Waren und der Gegenstände und Apparate aus, welche zur Verübung des Verbrechens gedient haben. In den Fällen der Art. 36, 37 und 41 ist die Konfiskation ebenfalls zulässig.

Die Konfiskation kann auch erfolgen im Falle der Freisprechung oder der Einstellung des Verfahrens.

Art. 45. Die konfiszierten gesundheitsschädlichen und lebensgefährlichen Lebensmittel und Gebrauchs- oder Verbrauchsgegenstände müssen vernichtet werden, wenn eine unschädliche Verwertung nicht möglich oder nicht tunlich ist. Die übrigen konfiszierten Waren sind unter amtlicher Kontrolle in geeigneter Weise zu verwerten.

Der Reinerlös wird zur Bezahlung der Busse, der Kosten und der Entschädigung an den Geschädigten verwendet; ein allfälliger Ueberschuss wird zurückerstattet.

Art. 46. Hat der Täter die auf Grund der Art. 36. 37, 38 und 41 zu bestrafende Handlung in Ausübung eines konzessionierten Berufes oder Gewerbes begangen, so kann ihm der Richter für eine Zeit von einem bis zu fünfzehn Jahren die Ausübung seines Berufes oder Gewerbes untersagen. Bei Verurteilung zu Freiheitsstrafe fällt die Strafzeit nicht in Berechnung.

Art. 47. In den Fällen der Art. 36, 37, 38 und 41 kann der Richter, sofern das öffentliche Interesse es erfordert, die Veröffentlichung des Strafurteils in dem amtlichen Blatt des Kantons und gegebenenfalls in einer oder mehreren Zeitungen auf Kosten des Verurteilten anordnen,
a) wenn der Täter vorsätzlich gehandelt hat,
b) wenn grobe Fahrlässigkeit vorliegt und der Täter schon wiederholt bestraft worden ist.

Im Falle der Freisprechung ordnet der Richter auf Verlangen des Beschuldigten die Publikation des Urteils auf Kosten des Staates an.

Art. 48. Der Verurteilte trägt die Kosten der technischen Untersuchung.

Art. 49. Die strafrechtliche Untersuchung und Beurteilung der auf Grund dieses Gesetzes zu verfolgenden Handlungen ist Sache der zuständigen Behörden der Kantone.

Die ausgefällten Bussen fallen den Kantonen zu.

Art. 50. Die strafrechtliche Verfolgung erfolgt entweder am Orte, wo das Vergehen begangen worden ist, oder am Wohnort des Angeschuldigten. In keinem Falle dürfen für das gleiche Vergehen mehrere strafrechtliche Verfolgungen eintreten. Das Verfahren ist an dem Orte durchzuführen, an welchem es zuerst eröffnet wurde.

Das Verfahren gegen Gehülfen oder Begünstiger findet zu gleicher Zeit und vor dem nämlichen Richter statt wie dasjenige gegen den Haupturheber.

Art. 51. Wenn ein Vergehen in mehreren Kantonen begangen wurde, so hat derjenige Kanton, in welchem das Verfahren zuerst eröffnet wurde, das Recht, die Stellung und nötigenfalls die Auslieferung aller Mitschuldigen aus andern Kantonen behufs gemeinsamer Beurteilung zu verlangen oder diese Kantone zur Zusicherung des Urteilsvollzugs zu veranlassen.

Wenn ein Täter mehrere zusammenhängende Delikte in verschiedenen Kantonen verübt hat, so soll über ihn nach eben diesen Grundsätzen in einem und demselben Verfahren entschieden werden.

Art. 52. Das Bundesgericht entscheidet als Staatsgerichtshof über Streitigkeiten, die sich aus der Anwendung von Art. 50 und 51 ergeben.

Art. 53. Wenn Uebertretungen, welche unter Art. 37, 38 und 41 fallen, von geringer Bedeutung sind, so wird der Fehlbare mit einer Busse von höchstens Fr. 50 bestraft.

Die Ahndung dieser Uebertretungen kann nach Massgabe der kantonalen Gesetzgebung durch eine Verwaltungsbehörde erfolgen.

III. Schlussbestimmungen.

Art. 54. Der Bundesrat erlässt die nötigen Vorschriften zum Schutze der Gesundheit und zur Verhütung von Täuschung im Verkehr mit den Waren und Gegenständen, welche den Bestimmungen dieses Gesetzes unterliegen.

Er wird verordnen, dass die Lebensmittel sowohl im Gross- als im Kleinverkehr so bezeichnet werden, dass eine Täuschung über ihre Natur und ihre Herkunft nicht möglich ist.

Er wird dafür sorgen, dass alle Zustände als solche deklariert werden müssen, mit Ausnahme derjenigen, welche zu den notwendigen oder allgemein gebräuchlichen Behandlung gehören und welche für die einzelnen Lebensmittel festgesetzt werden sollen.

Der Bundesrat wird auch bestimmen, dass die Fabrikation von Lebensmittelsurrogaten und deren gewerbsmässige Mischung mit natürlichen Lebensmitteln der Beaufsichtigung unterworfen wird und dass diese Surrogate und ihre Mischungen beim Verkauf eine Bezeichnung tragen, welche eine Verwechslung mit Naturprodukten verhindert.

Er kann die Herstellung und den Verkauf von Mischungen natürlicher Lebensmittel mit Surrogaten, durch welche eine Täuschung des Käufers stattfindet, untersagen, sofern letztere auf keine andere Weise zu verhüten ist.

Art. 55. Der Bundesrat stellt Bestimmungen auf über die anzuwendenden Untersuchungsmethoden und die Grundsätze in der Beurteilung der Untersuchungsobjekte.

Art. 56. Die Ausführung dieses Gesetzes und der bundesrätlichen Erlasse mit Ausnahme der Grenzkontrolle liegt den Kantonen ob.

Die kantonalen Vollziehungsbestimmungen unterliegen der Genehmigung des Bundesrates.

Vorbehalten bleiben die Bestimmungen der Bundesgesetzgebung betreffend die gebrannten Wasser.

Die Kantonsregierungen erstatten dem Bundesrat alljährlich Bericht über die Ausführung des Gesetzes und die dabei gemachten Beobachtungen.

Art. 57. Der Bundesrat überwacht die Vollziehung des Gesetzes und trifft die hiezu erforderlichen Massnahmen.

Art. 58. Die Bestimmungen eidgenössischer und kantonaler Gesetze und Verordnungen, welche mit diesem Gesetz im Widerspruch stehen, sind aufgehoben.

Art. 59. Der Bundesrat wird beauftragt, auf Grundlage der Bestimmungen des Bundesgesetzes vom 17. Juni 1874, betreffend Volksabstimmung über Bundesgesetze und Bundesbeschlüsse, die Bekanntmachung des Gesetzes zu veranstalten und den Beginn der Wirksamkeit desselben festzusetzen.

Das Reisebureau Van der Syp in Brüssel,

von dessen Handlungsweise inbezug auf Annoncen wir in letzter Nummer warnten, schreibt uns, dass er das von uns bemängelte Zirkular in der Regel nur an diejenigen Hotels versende, die mit ihm in vertraglichem Verhältnis stehen, es seien dies in der Schweiz im Ganzen 23 und er könne nicht wohl annehmen, dass von diesen eines ihm den übelwollenden Streich gespielt, und sich bei uns über seine Geschäftspraxis beklagt habe. Ausnahmsweise habe ich, schreibt Herr van der Syp weiter, an 3 Hotels, mit welchen ich noch nicht geschäftlich verbunden bin, aber die Absicht hatte, mit ihnen einen Kontrakt abzuschliessen, das erwähnte Zirkular zugesandt; irrtümlicherweise haben sie es aber zu früh erhalten. Auf den uneingeweihten, d. h. auf denjenigen, der von der Geschäftspraxis des Herrn van der Syp nicht vor Erhalten seines Zirkulars Kenntnis erhält, — was in diesem Falle nicht geschehen, — muss der Inhalt desselben denjenigen Eindruck erwecken, den wir in der Warnung niedergelegt haben, Beweis, die uns zugegangene Beschwerde. Herr van der Syp hat es also, so reell seine Geschäftspraxis sein mag, dem von ihm begangenen Irrtum zuzuschreiben, wenn wir Veranlassung genommen, uns mit ihm zu beschäftigen.

✻ Briefkasten. ✻

Nach der Riviera. Es wird uns mitgeteilt, dass Herr Kuranda, der bekannte Annoncen-Acquisiteur, seine Jagd an der Riviera eröffnet hat. *A bon entendeur salut.*

Nach Bern. Die in Basel seit kurzem erscheinende „Schweizerische Verkehrs-Zeitung" hat mit dem Reisebureau Kaestner daselbst nichts gemein; die beiden Firmen haben ihre Bureaux in demselben Hause, im übrigen gehen sie einander nichts an. Sie fragen uns ferner, was wir von der neuen Verkehrs-Zeitung halten; offen gestanden, nicht viel, ihr Hauptaugenmerk scheint auf die Inseratenseiten gerichtet zu sein.

Nach Nervi. Es sind uns eine Anzahl Hotels bekannt, von denen wir bestimmt wissen, dass sie mit einer Annonce in dem Kursbuch „The Ocean Express A.B.C." figurieren, ohne je einen Auftrag erteilt zu haben. Es scheint übrigens, dass die Herausgeber dem Buche in gewisser Beziehung wenig Aufmerksamkeit schenken; so z. B. steht auf Seite 65: Genf, Grand Hotel Bellerour (anstatt Bellevue); auf Seite 66: Grindelwald, Grand Hotel Euler (anstatt Eiger); Seite 73: Zürich, Grand Hotel Bellcone (anstatt Bellevue). Mit der Geographie scheinen die Verleger auf sehr gespanntem Fuss zu stehen; wir finden da folgende Schnitzer: Auf Seite 62: Chamonix — Switzerland; auf Seite 65: Gênes — Switzerland (anstatt Italien); auf Seite 66: Görlitz — Switzerland (anstatt Preussen); auf der gleichen Seite: Germany (anstatt Schweden); auf Seite 69: Lindau — Switzerland (anstatt Bayern); auf Seite 70: Meran — Switzerland (anstatt Tirol). Diese Beispiele dürften genügen, um Ihnen ein Urteil darüber zu ermöglichen, ob „The Ocean Express A.B.C." für Sie als Propagandamittel zweckdienlich ist oder nicht.

An den Fragesteller betreffend Feuerlöschapparate. Unter den vielen, mehr oder minder praktischen und zweckmässigen Feuerlöschapparaten scheint uns der unter dem Namen „Minimax" fabrizierte der empfehlenswerteste zu sein, weil er äusserst einfach und von jedem Laien ohne vorhergehendes Studium in Funktion gesetzt werden kann.

Ueber einen mit dem „Minimax" ersticktem Brand in einem Hotel in Montreux wird vom betr. Hoteldirektor berichtet: „Der Brand wurde durch einen Kellner entdeckt und hätte grosse Dimensionen angenommen, da das Haus vollständig aus Holz gebaut ist. Der Kellner riss sofort den brennenden Plafond, d.h. Latten mit Gips, herunter und konstatierte, dass die hölzernen Durchzüge und der darüber liegende Parkettboden ebenfalls schon in Flammen waren. In diesem Moment kam aber auch schon ein Portier mit einem „Minimax" in der Hand und brachte ihn auf der Stelle in Funktion. Das Resultat war überraschend! Im Nu war das Feuer gelöscht."

Wir haben wiederholt Gelegenheit gehabt, Feuerlöschproben mit Minimax beizuwohnen und konnten konstatieren, dass dieser Apparat allen Erwartungen entspricht.

Unlogische Hotelnamen. Gast: „Wie können Sie aber schreiben ‚Gasthaus zur schönen Aussicht'! Ich finde keine!" — Wirt: „Aber ich bitt' Sie, als ich neulich im Städtchen im ‚Gasthaus zum Elefant' logierte, fand ich auch im ganzen Gasthaus keinen Elefanten!"

Vertragsbruch - Rupture de Contrat

Marie Baumgartner, Köchin, von Hatzenstädt (Tirol).

M. Attenhofer-Landgraf, Hotel Berna, Lugano.

Hiezu eine Beilage.

Genf ✻ Hôtels-Office ✻ Genève

18, rue de la Corraterie, 18

Internationales Bureau für Kauf, Verkauf und Pacht von Hotels. Gutachten und Expertisen. Inventur-Aufnahmen. Gegründet und geleitet von Hoteliers.

Bureau International pour Ventes, Achats et Locations d'Hôtels. Arbitrages, Expertises. Inventaires. Créé et administré par un groupe d'Hôteliers.

Demander le prospectus et les formulaires.

An die tit. Inserenten! *Gesuche um Empfehlung im redaktionellen Teil werden nicht berücksichtigt. — Reklamen unter dem Redaktionsstrich finden keine Aufnahme. — Ein bestimmter Platz wird nur auf längere Dauer und gegen einen Zuschlag von 10 bis 25% reserviert*

Braut-Seide Hochzeits-Seide Damast-Seide Atlas-Seide

für Blusen und Roben in allen Preislagen, sowie stets das Neueste in schwarzer, weisser u. farbiger „Henneberg-Seide" v. 95 Cts. bis Fr. 25.— p. Met. — Franko ins Haus. Muster umgehend.

G. Henneberg, Seiden-Fabrikant, **Zürich.** 221

Cotillon-Touren Verlangen Sie Preisliste No. 90. **Fastnachts-Artikel** Illustr. Katalog No. 96 soeben erschienen. **Franz Carl Weber** Spezialhaus für Spielwaren **Zürich** 295

Todes-Anzeige.

In tiefer Trauer machen wir Ihnen die schmerzliche Mitteilung, dass unsere innigst geliebte Gattin, Mutter, Grossmutter, Schwester, Tante und Schwägerin

Frau Elisabeth Maurer-Knechtenhofer

heute früh, nach langer, mit grosser Geduld ertragener Krankheit, im Alter von 68 Jahren sanft entschlafen ist.

Die liebe Dahingeschiedene einem freundlichen Andenken empfehlend, bitten um stille Teilnahme

Für die trauernden Hinterlassenen:
Jakob Maurer-Knechtenhofer,
Fritz und Martha Maurer und Kind,
Hans Maurer.

Interlaken, (Hotel du Nord) 25. Januar 1906.

Hoteliers Sohn, 25 Jahre alt, flotte Erscheinung, englisch und französisch sprechend, sucht Stelle als

2. Sekretär oder Aide-Chef de Réception

wo er Gelegenheit hätte, sich in der deutschen Sprache auszubilden. Eintritt nach Belieben. Offerten befördert die Exped. ds. Bl. unter Chiffre **H 2482 R.**

Das Türzuschlagen

(die schlimmste Störung der Nachtruhe in Gasthäusern) wird **unmöglich** durch die Anbringung der vorzüglichen 271

Schlagdämpfer.

Vorzügliche, gleichzeitig erzieherisch wirkende Vorrichtung.

Dieselben gestatten nur ein Zuziehen oder Zudrücken, aber kein Zuschlagen der Türe. Können von Jedermann befestigt werden.

Preis für das Paar bronziert Fr. 3.75 | ab **Freiburg i. B.** vernickelt Fr. 4.40 | **per Nachnahme.**

Viele Zeugnisse. — Bei grossen Bezügen Rabatt.

C. Hülsmann, Freiburg Nr. 24 in Baden.

Zu verkaufen ein gut kultivierter Weinberg

gegen 5000 Quadratmeter gross, mit Bauernhaus und Stall, situiert oberhalb Muralto bei Lorcarno auf prächtigem Hügel. Offerten unter Chiffre **H 2491 R** an die Exped. ds. Bl.

Oberkellner - Maître d'hôtel

erfahrener Fachmann und Restaurateur, 32 Jahre alt, präsentabel, mit angenehmen Umgangsformen, auch als Chef de réception Directeur tätig gewesen, noch in Kondition, sucht passendes Engagement in nur grossem Hotel I. Ranges. Beste Referenzen.

Offerten unter Chiffre **H 3 R** an die Exp. ds. Bl.

BASEL

Hotel Bernerhof & du Parc

Schöne, ruhige Lage gegenüber den Promenaden am Centralbahnhof. Moderner Komfort. Restaurant. Bäder. Civile Preise.

279 **Alf. Geilenkirchen,** Besitzer.

J. SALBERG, Bahnhofstrasse 72, zur Werdmühle.
Gleichzeitig Inhaber der Firma 280
J. BLEULER, Tapetenlager, Zürich.
Vornehmste und grösste Auswahl.

Zu mieten gesucht H1372Ch (A134) 1269

kleineres Gasthaus oder Pension mit Restaurant von einem erfahrenen Chef de cuisine. Eventuell würde derselbe ein gut arbeitendes Geschäft auch käuflich übernehmen. Bevorzugt wird das Bündnerland. Für nähere Auskunft wende man sich an die Annoncenexpedition **Haasenstein & Vogler, Chur.**

Feine 276

Herren-Wäsche-Ausstattungen

Zu vermieten event. zu verkaufen

ist infolge Krankheit ein **kleineres Kurhaus mit Mineralbädern.** Dasselbe befindet sich in der Nähe des Vierwaldstättersees an hübscher staubfreier Lage und grenzt an einen dazu gehörenden Wald. Mineralwasser mit guter Analyse. Gute Gelegenheit für einen kapitalkräftigen Hotelier zur Vergrösserung des Geschäftes.

Offerten unter Chiffre **H 14 R** an die Exped. ds. Bl.

284

Letzte Neuheit!

Ein vollendetes Service von Forellen und anderen Fischen direkt im Sud

bieten unsere

Neuesten patentierten Forellen-Fischkessel

aus Kupfer, Nickel und Silber.

GEBR. SCHWABENLAND, Zürich.

Hotel an der Riviera gesucht.

Junger Fachmann, kapitalkräftig und mit ausgedehnten Relationen, sucht gutgehendes Hotel I. Ranges mit nachweisbarer Rendite für kommende Saison zu **pachten** event. zu **kaufen.** Unterhändler verbeten. Ernstliche Angebote bei zugesicherter Diskretion erbeten unter Chiffre **H 9 R** an die Exped. ds. Bl.

Direktor

tüchtiger junger Fachmann, sprachenkundig, auch in Küche firm, gegenwärtig Leiter eines erstklassigen Sanatoriums der Ostschweiz, **sucht Direktion eines besseren Hotels zu übernehmen event. mit Beteiligung.**

Offerten unter Chiffre **H 7 R** an die Exped. ds. Bl.

Zu verkaufen Im weltberühmten Kurort St. Moritz (Engadin) ist das **komfortabel** gut eingerichtete **Hotel Bahnhof**

in schönster Lage, direkt am See und Bahnhof mit wunderbarer Aussicht auf die Alpen, aus Gesundheitsrücksichten sehr günstig zu verkaufen, Das Objekt enthält ganz modern eingerichtete Fremdenzimmer mit 60 Betten, vielen Balkons, Speisesaal, Restauration, Küche, Keller, elektrisches Licht und Dampfheizung. Ferner gehören zum Objekt ca. 1500 m² Bauland, ein Oekonomiegebäude mit Waschküche und Remise etc. Für tüchtige, kapitalkräftige Leute prima Existenz und sichere Kapitalanlage.

Nähere Auskunft erteilen **der Besitzer, das Agenturbureau J. Cantieni in St. Moritz und die St. Moritzerbank A.-G., St. Moritz.** (A155) 1258

COMESTIBLES.

E. CHRISTEN, BALE.